
Les Ouïgours hors du Turkestan oriental: de l'exil à la formation d'une diaspora

Frédérique-Jeanne BESSON

**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/60>

DOI : [10.4000/cemoti.60](https://doi.org/10.4000/cemoti.60)

ISSN : 1777-5396

Éditeur

AFEMOTI

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 1998

ISSN : 0764-9878

Référence électronique

Frédérique-Jeanne BESSON, « Les Ouïgours hors du Turkestan oriental: de l'exil à la formation d'une diaspora », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* [En ligne], 25 | 1998, mis en ligne le , consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/60> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cemoti.60>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

Tous droits réservés

Les Ouïgours hors du Turkestan oriental: de l'exil à la formation d'une diaspora

Frédérique-Jeanne BESSON

Les récents développements de la question ouïgoure en Chine n'ont pas attiré l'attention de l'opinion internationale uniquement sur le Turkestan Oriental. Les journalistes, qui se voyaient interdire l'accès au Xinjiang, ont trouvé leurs meilleurs informateurs... à Almaty. Là, une communauté ouïgoure organisée a su les renseigner sur la situation, leur présenter des témoins¹, leur fournir quelques documents écrits ou audiovisuels, et surtout leur parler de la volonté des Ouïgours d'acquérir leur indépendance. Dans les mois qui ont suivi les événements de Kouldja, plusieurs articles sur le Xinjiang se sont doublés d'une présentation des Ouïgours au Kazakhstan². Des noms comme celui de Yusupbeg Mukhlisi, chef du FNUR (Front national uni révolutionnaire) ou d'Ashir Vahidi, président de l'organisation « Liberté du Ouïgourstan », sont devenus familiers au lecteur occidental³. Pourtant, les organisations dirigées par ces deux hommes sont illégales au Kazakhstan, ce qui ne les empêche pas d'être autorisées à organiser des conférences de presse, à condition de ne parler que de la Chine. Interviewé dans une revue française, Erkin Alptekin, le président de « l'ONU des peuples oubliés »⁴, se présente également comme le fils d'un héros du combat pour l'indépendance du Turkestan Oriental, et le nom d'Isa Yusuf Alptekin est donné, depuis sa mort en décembre 1995 à Istanbul, à des parcs et à des rues dans plusieurs villes de Turquie, ce qui ne va pas sans déplaire à la diplomatie chinoise. Bref, le million de Ouïgours qui vivent à l'extérieur de leur patrie ont manifesté leur existence et leur volonté de représenter leur peuple auprès de l'opinion internationale.

Faut-il à leur sujet parler d'une « diaspora ouïgoure » ? On trouve ce terme sous la plume de certains auteurs pour désigner « les opposants ouïgours »⁵. Mais toute opposition politique en exil ne constitue pas une diaspora et le cas des Ouïgours donne matière à débattre. En effet, la notion de diaspora, telle qu'elle a été forgée à partir de l'exemple du peuple juif, implique la dispersion forcée d'un peuple à la suite d'un

désastre, d'un « cataclysme originel » qui provoque la perte du territoire⁶. Or, les Ouïgours vivent toujours sur leur territoire historique, devenu province de la Chine sous le nom de Région autonome ouïgoure du Xinjiang, où ils sont reconnus comme autochtones. Les migrations qui ont amené des communautés ouïgoures à s'installer dans d'autres pays ont été dans l'ensemble volontaires plutôt que forcées. Elles se sont opérées par vagues successives, sans qu'un exode massif et soudain puisse être considéré comme le « cataclysme fondateur », origine symbolique de la dispersion. La proportion des exilés par rapport à ceux qui vivent sur le territoire d'origine est à peu près de un à dix⁷, ce qui ne fait pas des Ouïgours un peuple dispersé.

Certes, on peut relativiser cette affirmation en remarquant que, s'il n'y a pas eu, dans le cas des Ouïgours, un événement précis et daté donnant le signal de la dispersion, les vagues de migration qui ont essaimé des populations ouïgoures dans des endroits aussi différents que l'Asie centrale, l'Inde, le Pakistan, l'Arabie Saoudite, la Turquie et l'Australie proviennent d'une seule et même cause : l'évolution inéluctable en faveur de la Chine, durant les deux derniers siècles, du rapport de forces qui a opposé tout au long de l'histoire la région dite du Turkestan Oriental à son puissant voisin impérial. A partir de 1758, le Turkestan Oriental est inclus dans l'Empire chinois. Les quelques tentatives indépendantistes comme l'expérience du khanat de Yakoub Beg en 1865 et des deux Républiques de 1933 et 1944 ne pourront l'en faire sortir. Si les Ouïgours n'ont pas perdu leur territoire, ils ont cessé d'en être les maîtres. Les migrations, même si elles sont volontaires, la Chine ne les ayant jamais imposées, sont provoquées par l'occupation du territoire et une forme d'oppression politique qui constituent une violence en amont.

La réflexion moderne sur les phénomènes diasporiques nous autorise à employer le terme de « diaspora ougoure ». Elle dépasse aujourd'hui le critère trop purement quantitatif qui exige l'expatriation de plus de 50% d'un peuple⁸. Une approche qualitative permet de parler de « fonctionnement en diaspora des communautés expatriées »⁹ ou « d'espace relationnel diasporique¹⁰ », même à propos de groupes qui ne sont pas issus de la dispersion massive d'un peuple.

Spécialiste des diasporas modernes, Gabriel Sheffer les définit comme « des entités sociales et politiques transétatiques; elles résultent de migrations volontaires ou imposées vers un ou plusieurs pays hôtes; les membres de ces entités résident en permanence dans les pays hôtes; ils constituent des minorités dans leurs pays hôtes respectifs; ils possèdent une identité ethnique explicite; ils créent et conservent des organisations communautaires relativement bien développées; ils font preuve de solidarité avec les autres membres de la communauté et donc de cohésion sociale et culturelle; ils mènent des activités culturelles, sociales, politiques, et économiques à travers leur organisation communautaire; ils entretiennent des échanges sociaux, politiques et économiques avec la patrie, que ce soit un Etat ou une communauté dans un territoire qu'ils considèrent comme la patrie. Pour cela, entre autres, ils créent des réseaux transnationaux qui rendent possibles des échanges de ressources ; ils ont une capacité potentielle de conflit ou de coopération à la fois avec la patrie et le pays hôte »¹¹.

Au terme d'une évolution récente, qui doit beaucoup à l'ouverture de l'Asie Centrale, ces critères paraissent s'appliquer aux Ouïgours expatriés, qui vivent en communautés organisées dans des pays d'accueil, comme la Turquie, l'Arabie Saoudite, l'Allemagne ou l'Australie, sans oublier les Républiques turcophones ex-soviétiques. Au-delà de l'aspect communautaire, nous nous interrogerons sur les implications politiques de cette

transformation, c'est-à-dire sur la capacité de la communauté ouïgoure expatriée à jouer le rôle politique d'une diaspora.

La formation des communautés expatriées

En Asie Centrale

A partir de la fin du XVIII et tout au long du XIX, les soulèvements contre l'Empire sino-mandchou et la répression dont ils ont fait l'objet ont chassé du Turkestan Oriental vers le Turkestan Occidental des dizaines de milliers de personnes¹². Ces premiers exodes sont à l'origine de la plus importante et la plus ancienne communauté ouïgoure de l'extérieur, celle d'Asie centrale. Entre 1881 et 1883, 45 000 personnes, à qui le traité de Saint-Pétersbourg rendant à la Chine la région de l'Ili garantissait le droit de s'installer en territoire russe, furent établies à Yarkent et dans des villages aux environs d'Almaty. D'autres migrations moins importantes s'échelonnent sur les premières années du XX siècle, notamment de 1933 à 1936, après la chute de l'éphémère République islamique du Turkestan Oriental. La dernière migration de masse vers l'Asie Centrale a lieu en 1962, quand, à la suite des soulèvements qui ont agité la région de l'Ili, les citoyens soviétiques sont incités à quitter la région. Près de 60 000 Kazakhs et Ouïgours de l'Ili passent alors la frontière. Le recensement soviétique de 1989 évaluait à 263 000 le nombre des Ouïgours en URSS. Les Ouïgours d'Asie centrale estiment ce chiffre faussé par la politique d'enregistrement par nationalité. En tenant compte également de l'évolution démographique dans les années quatre-vingt-dix, leur nombre réel doit se situer entre 800 000 et un million. La communauté la plus importante, nettement identifiée comme ouïgoure, est celle du Kazakhstan¹³. Elle est principalement localisée dans les districts de Tchilik, Emberlik-Kazakh, Yarkent-Panfilov et dans la région ouïgoure au Sud d'Almaty. En Ouzbékistan, où beaucoup d'Ouïgours ont été enregistrés comme Ouzbeks, leur nombre est difficile à évaluer. Ils sont surtout concentrés dans la vallée de Ferghana, autour des villes d'Andidjan en Ouzbekistan et d'Osh en Kirghizie¹⁴. Au Turkménistan, une petite communauté ouïgoure vit à Bayramali¹⁵. Les Ouïgours sont reconnus comme une nationalité de l'URSS. Avant la dissolution de celle-ci, ils étaient citoyens soviétiques et possédaient quelques droits, au moins culturels, que la formation des Etats-nations en Asie Centrale a rendu problématiques¹⁶.

Dans les autres pays

Jusqu'en 1949, les migrations se sont portées naturellement vers le Turkestan Occidental en raison de la facilité d'accès, de la proximité culturelle et du fait que le voisin russe était en général bien disposé à accueillir ceux qui fuyaient l'empire rival. Mais l'instauration du communisme en Chine a brouillé les cartes et instauré une polarisation politique des migrations autour du critère communiste/non-communiste. Aussi, en 1949, l'entrée de l'armée populaire chinoise au Turkestan Oriental a-t-elle dirigé l'émigration vers d'autres pays. Les dirigeants du gouvernement autonome resté loyal au Kuomintang ne pouvaient en effet demander asile à l'Union Soviétique qui soutenait à la fois le gouvernement pro-communiste de la République du Turkestan Oriental et le régime maoste. Ils prirent donc la fuite à travers les montagnes du Sud, vers l'Inde, le Tibet et le Pakistan, accompagnés de leur famille élargie et de leur clientèle. Compte tenu des abandons et des pertes humaines subies au cours de ce voyage particulièrement difficile¹⁷, seules quelques centaines de personnes ont atteint leur destination. Malgré sa faible ampleur, cette migration de 1949 est importante symboliquement, car chez les communautés ouïgoures expatriées en dehors de l'Asie centrale, elle joue le rôle de l'exode originel. Elle est prise comme point de départ d'une chronologie de l'exil¹⁸ et commémorée au même titre qu'un événement national. Elle

est l'origine principale de l'expatriation des Ouïgours hors d'Asie Centrale et de la formation des communautés de la « diaspora occidentale ».

L'organisation et l'évolution des communautés issues des migrations de groupes de 1949 et des années suivantes dépendent pour beaucoup de la manière dont se sont déroulés l'exode et l'installation dans le pays d'accueil. Dans le cas de migrations primaires, du pays d'origine vers un pays refuge, telle que la fuite des groupes ouïgours et kazakhs, l'arrivée et l'accueil des fugitifs ont posé des problèmes matériels et diplomatiques, qui ont fait d'eux une population de réfugiés, quémandant un droit d'asile ou simplement de transit qui leur était souvent refusé. Ainsi les groupes de réfugiés qui ont réussi à atteindre la frontière tibétaine ou indienne se sont vus parfois refoulés vers le territoire chinois. Ceux qui ont obtenu le droit de transit ont fait un long séjour dans les camps de réfugiés en Inde et au Pakistan, tandis que leurs dirigeants politiques négociaient une réinstallation dans un tiers pays.

Les communautés issues de ces migrations primaires, c'est-à-dire ceux qui n'ont pas pu trouver de pays de deuxième accueil, ont dans le pays refuge un statut fragile et contesté, ce qui les incite à éviter la différenciation et, à la sortie des camps de réfugiés, à se fondre le plus rapidement possible dans la population locale. Les communautés résiduelles demeurées en Inde et au Cachemire n'ont pas eu le loisir d'affirmer une existence culturelle ou politique dans le pays d'accueil, non plus que les 500 familles établies au Pakistan. Les exemples de réussite financière ou sociale observables dans ce pays semblent être le fait de riches commerçants du Turkestan Oriental émigrés à titre individuel, dans les années qui ont suivi l'exode.

Après 1949, des facilités juridiques offertes soit par la Chine soit par les instances internationales ont permis à d'autres groupes d'émigrer de façon encadrée et planifiée. En 1961, une loi a donné aux ressortissants d'une nationalité étrangère le droit de quitter le Turkestan Oriental. Près d'un millier de Ouïgours utilisèrent cette possibilité pour émigrer vers l'Afghanistan, en s'inventant des origines ou des alliances. Hébergés en habitat précaire dans les environs de Kaboul, certains d'entre eux ont pu obtenir l'asile en Turquie. Les autres sont restés en Afghanistan jusqu'au déclenchement de la guerre, puis se sont réfugiés au Pakistan. Dans le cadre du programme des Nations Unies « Réfugiés européens en Extrême-Orient », géré depuis Hong Kong par le Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR), des Turkestanais orientaux pouvant se prévaloir d'une alliance ou d'une ascendance « russe », c'est-à-dire relative à l'une des nationalités de l'URSS (en général tatare ou kazakhe), ont pu être évacués du Xinjiang et réinstallés en Australie. Le fait que la migration soit planifiée et négociée avec le pays hôte a permis aux migrants d'obtenir le statut de réfugiés, puis la nationalité australienne. Les Ougours représentent à peu près la moitié de la communauté turkestanais de 500 personnes, regroupée à Adélaïde autour d'une association et d'une école ethnique.

Les migrations de groupes qui ont donné naissance à la communauté de Turquie sont de type secondaire, c'est-à-dire d'un pays refuge à un pays d'accueil, en accord avec celui-ci. L'asile en Inde et au Pakistan n'ayant été accordé qu'à titre provisoire, les chefs politiques en exil comme Mehmet Emin Bugra et Isa Yusuf Alptekin ont d'abord cherché à négocier un accueil et un statut garanti dans des pays tiers. C'est en Turquie que ces démarches, infructueuses en Arabie Saoudite et en Egypte, ont eu le plus de succès. En mars 1952, en accord avec le Haut Commissariat aux Réfugiés, la Turquie accordait l'asile politique à près de 2 000 Turkestanais orientaux réfugiés en Inde et au Pakistan. L'année suivante furent également accueillis 200 Kazakhs du Turkestan

Oriental réfugiés au Cachemire, et 700 Turkestanais orientaux venant du Pakistan¹⁹. Leur installation a été prise en charge par le pays hôte et leur statut juridiquement protégé jusqu'à l'obtention de la nationalité turque. Leur hébergement provisoire dans des foyers d'accueil à Zeytinburnu est à l'origine de l'implantation des Kazakhs et des Ouïgours dans ce quartier d'Istanbul²⁰. De même, en 1965, un groupe de 235 personnes originaires de la région de Yarkand, représentant un tiers des Ouïgours réfugiés en Afghanistan depuis 1961, arrive en Turquie grâce à un programme financé par le HCR à la demande du gouvernement turc. Ces réfugiés se voient accorder immédiatement les droits de citoyenneté et attribuer les logements qui forment le quartier ouïgour de Kayseri, où vivent encore actuellement 80 familles. Grossie par d'autres migrations, individuelles, la communauté de Turquie compte à peu près 10 000 personnes. Elle s'est très tôt organisée autour de l'Association des émigrés du Turkestan Oriental, fondée en 1961 par Alptekin.

Dans les années soixante, une migration de type tertiaire a dirigé vers l'Allemagne quelques familles de Ouïgours de Turquie, dans le sillage de l'émigration turque. Cette migration obéissait au départ à des motifs économiques et professionnels. Elle a acquis une dimension politique quand Radio Liberty commença à employer des cadres ouïgours, dont un des fils d'Isa Yusuf Alptekin. Ils formèrent le noyau d'une communauté assez structurée pour concentrer sur Munich les migrations qui se sont poursuivies ultérieurement. La communauté installée était peu nombreuse, une cinquantaine de personnes, mais depuis 1992, les migrations individuelles en provenance du Turkestan Oriental ont multiplié ce nombre par quatre.

Quant à la communauté d'Arabie Saoudite, elle n'est pas issue de migrations de masse, mais de migrations individuelles, commencées dans les années trente. Les migrants mettent à profit le pèlerinage à La Mecque pour s'établir. L'Arabie Saoudite est une destination de prédilection pour les migrants riches. La communauté est importante en nombre, comptant plusieurs milliers de personnes, et concentrée surtout dans le Hedjaz.

Depuis quelques années, de nouvelles migrations tertiaires (d'un pays d'accueil vers un autre, organisées par la communauté elle-même) se produisent entre l'Asie centrale et de nouvelles destinations comme le Canada ou les pays scandinaves. Inspirées par des motifs économiques, ces migrations par groupes de familles sont auto-financées et donc réservées aux plus riches. Une dizaine de familles se sont déjà installées au Canada en 1994 et 20 autres sont prêtes à partir.

Les conditions de la cohésion communautaire

Les communautés les mieux organisées ne sont pas forcément les plus importantes en nombre. Le critère déterminant est plutôt le type de migration : les migrations de masse négociées avec le pays hôte ont permis aux réfugiés de rester regroupés. Ainsi, à la périphérie de Kayseri, dans le « quartier des émigrés » (*göçmenler mahallesi*), les Ouïgours occupent le quartier Yesevî, composé de deux avenues mitoyennes et quatre rues transversales bordées de maisons à un étage entourées d'un jardin, toutes construites sur le même modèle. La communauté dispose de nombreux marqueurs territoriaux pour se séparer des autres *göçmen* des quartiers contigus. Ce regroupement permet aux exilés de continuer à mener un mode de vie très proche de celui qu'ils avaient dans leur pays, conservant leurs tenues vestimentaires, leurs habitudes alimentaires et jusqu'à la culture spécifique, dans les potagers, de légumes importés du Turkestan Oriental et introuvables en Turquie.

A Istanbul une concentration des foyers ouïgours dans le quartier de Zeytinburnu est encore observable et produit des effets similaires sur la cohésion de la communauté. Mais elle est en voie de dissolution dans le brassage des populations urbaines. A Kayseri aussi, les jeunes ont tendance à quitter le quartier pour s'installer dans des logements plus neufs, dans d'autres banlieues de la ville. En Allemagne, la communauté est installée à Munich mais sans regroupement par quartier. En Australie, la communauté d'abord implantée à Adélaïde, où demeurent encore aujourd'hui 65 familles, a commencé à migrer vers Melbourne (25 familles) et Sidney. C'est précisément quand le regroupement spatial cesse d'être garanti que, dans ce type de communautés, apparaissent les associations destinées à lutter contre la dilution sociale et identitaire.

Le rôle communautaire des associations

Élément le plus visible de la structure d'une communauté, l'association y joue un rôle social avant d'être politique. L'apparition des structures associatives dépend bien évidemment des possibilités juridiques offertes par le pays d'accueil. Tous les pays hôtes ne les autorisent pas. En Arabie Saoudite, la création d'associations ethnico-communautaires est interdite. Les Ouïgours citoyens saoudiens fondent et financent des associations dans des pays tiers, par exemple aux Etats-Unis, mais ne sont pas autorisés à en faire officiellement partie. Au Pakistan, une association fondée par de jeunes nouveaux migrants a été signalée aux autorités par l'ambassade de Chine et poursuivie. En Turquie, les associations ouïgoures ont été fermées lors du coup d'Etat du 12 septembre 1980. Elles ont été réouvertes par la suite, avec un peu moins d'autonomie et des cadres proposés par l'Etat. En Allemagne, l'Union des Turkestanais Orientaux d'Europe a été fondée à Munich par les cadres ouïgours de Radio Liberty et fonctionne sans aucune entrave juridique, de même qu'en Australie l'Association Australienne des Turkestanais. En Asie centrale, la situation est légèrement plus complexe, avec des associations régionales, nationales et internationales officiellement enregistrées et des organisations clandestines tolérées²¹.

Les associations interviennent à différentes étapes du développement d'une communauté. Elles peuvent présider à sa naissance, comme l'Association des émigrés du Turkestan Oriental, fondée à Istanbul en 1961 pour organiser les migrations, l'accueil des migrants leur intégration dans le pays hôte. Quand elles apparaissent plus tardivement sur des communautés déjà constituées, elles s'attachent, par des activités sociales et culturelles, à en assurer la survie et la cohésion, ainsi qu'à préserver la culture et la mémoire. Elles organisent des cours de langue pour les plus jeunes, éventuellement des cours de religion, animent des activités sociales réunissant la communauté, tels des clubs de sport, des groupes folkloriques, des cercles de jeunes ou de femmes. Elles s'emploient souvent à mettre en scène la commémoration d'événements historiques ou de personnages symboliques. Ce faisant, elles luttent contre les tendances à l'acculturation en même temps qu'elles gèrent les rapports avec le pays hôte. Cela ne va pas sans une certaine ambiguïté, notamment en Turquie où la Fondation du Turkestan Oriental et l'Association de culture et d'entr'aide du Turkestan Oriental²² sont supposées défendre une identité ethnico-culturelle, mais doivent en même temps la mettre au service du nationalisme turc.

Une troisième génération d'associations, fondées dans les années quatre-vingt-dix, joue un rôle dans l'intégration des nouveaux migrants aux communautés installées. L'Union des Turkestanais d'Europe, à Munich, encourage et facilite les nouvelles migrations, notamment en négociant avec le pays d'accueil des facilités pour l'octroi du statut de

réfugié politique. Les associations qui offrent aux nouveaux arrivants en situation financière difficile un service de restauration dans une cantine communautaire, sur le modèle de celles qui existent en Asie centrale, sont rapidement devenues des lieux importants de sociabilité.

Le système hiérarchique

Les communautés ont pu conserver ou recréer leur organisation sociale et communautaire et ont retrouvé assez spontanément dans l'exil leur système hiérarchique. En Turquie, ce sont naturellement les dirigeants politiques Bugra et Alptekin qui ont pris la tête de la communauté d'Istanbul. Ailleurs, des intellectuels ont joué ce rôle, comme l'écrivain Ahmet Igamberdi en Australie. Partout subsiste la structure traditionnelle organisée autour des anciens (*aksakal*) et des chefs familiaux. Dans une communauté de taille réduite, comme le quartier ouïgour de Kayseri, la communauté de Munich ou celle d'Adélaïde en Australie, l'association joue le rôle d'une structure sociale traditionnelle, assurant la gestion des alliances matrimoniales et la régulation des conflits. La hiérarchie de l'association correspond alors à la hiérarchie sociale, dont elle n'est que l'émanation. En revanche, quand les associations deviennent plus politiques, les cadres associatifs sont soit choisis selon des critères différents, soit plus ou moins imposés par le pays hôte et ne correspondent pas à une autorité traditionnelle. Il existe donc une hiérarchie sociale parallèle autour des *aksakal* et de certains intellectuels; les militants associatifs pratiquent un système de double allégeance, l'une sociale, l'autre politique.

Le degré de préservation identitaire

Les Ouïgours de la diaspora occidentale sont expatriés de trop fraîche date pour connaître une dilution dans l'exil de leur sentiment identitaire. La génération qui a fait l'exode est encore majoritairement en vie et les souvenirs de la patrie sont très présents. Les communautés parviennent sans peine à maintenir la mémoire et les traditions, même auprès des deuxième et troisième générations intégrées dans le pays d'accueil. Il faut noter aussi que les communautés expatriées sont dans la plupart des cas installées dans des pays de même religion, de langue et de culture proches, comme l'Asie centrale ou la Turquie. Même en Allemagne ou en Australie, la communauté ouïgoure prend sa place à l'intérieur de l'émigration turque et non directement dans le pays. En Allemagne, les Ouïgours travaillent dans des entreprises turques, regardent la télévision turque, font leurs courses dans les magasins turcs, fréquentent les mosquées turques et n'ont que très peu de contact avec les Allemands. En Australie, l'activité de l'association et de ses écoles religieuse et ethnique s'inscrit dans le cadre d'un Centre islamique dirigé par des islamistes turcs.

Cette cohabitation avec une culture proche pourrait être un facteur d'acculturation, de perte de la spécificité. C'est en tout cas une crainte souvent exprimée par les dirigeants communautaires. Mais il faut tenir compte du caractère très particulariste, très segmentaire du processus d'identification chez les Ouïgours²³, qui aiment à se définir en fonction de sous-ensembles de plus en plus petits. Le fait, pour un Ouïgour, de se sentir « Turc » face aux Allemands ne l'empêchera pas de se sentir Ouïgour face aux Turcs, et *Kashqarlik*²⁴ face aux autres Ouïgours. Dans l'émigration aussi, les Ouïgours d'une même communauté cultivent des particularismes les uns par rapport aux autres, comme en témoigne l'exemple de ces jeunes Ouïgours de Kayseri montés à Istanbul avec l'exode rural, qui ont fondé, à côté des trois associations ouïgoures déjà existantes une association de « Ouïgours de Kayseri à Istanbul ». Le problème est donc moins, pour les

Ouïgours de l'émigration, la préservation de l'identité que le dépassement de ces particularismes afin de former une communauté homogène.

Le maillage des réseaux entre les communautés

La capacité d'une communauté expatriée à structurer un espace transnational en reliant ses différents pôles est un des principaux éléments qui lui permettent de se comporter en diaspora. Dans le cas des Ougours, le maillage des réseaux a longtemps souffert des conditions contraignantes imposées par l'exode : les réfugiés n'ont pas choisi leur destination, ils n'ont pas été libres de se regrouper, et ils sont restés longtemps sans contacts les uns avec les autres. D'autre part, la fracture Est-Ouest a longtemps séparé les Ouïgours d'Asie centrale soviétique de leurs compatriotes exilés dans d'autres pays. Or, cette communauté est numériquement la plus importante, la plus dense, et a surtout l'avantage d'être massée à la frontière du pays d'origine, auprès duquel elle aurait pu éventuellement servir d'intermédiaire. Mais elle a été elle-même coupée de cette patrie, au gré des relations changeantes entre la Chine et l'URSS, soldées par des fermetures périodiques de la frontière.

Ces trois pôles, diaspora centrasiatique, émigration occidentale et patrie d'origine, ont donc mené jusqu'à une date récente des existences séparées. La circulation des idées ou des informations entre ces pôles était handicapée par la différence des alphabets, les Ouïgours d'Asie centrale utilisant le cyrillique, les autres émigrés l'alphabet latin, tandis que ceux du Xinjiang sont, depuis la réforme de 1980, revenus à l'alphabet arabe. Le pôle centrasiatique était relativement homogène. Les communautés ouïgoures des pays d'Asie centrale étaient en contact étroit les unes avec les autres. Les Ouïgours d'Ouzbékistan ou de Kirghizie étaient souvent scolarisés au Kazakhstan, où s'était établi un petit réseau d'écoles ouïgoures. Les activités économiques aussi étaient transrépublicaines. Les Ouïgours avaient développé en URSS une « économie de minorité », avec une solidarité ethnique se manifestant dans les relations commerciales, pour lesquelles on parle de « mafia », mais sans connotation criminelle. Les Ouïgours d'Asie centrale constituaient donc une communauté relativement soudée, ce qui n'était pas le cas dans l'émigration occidentale. La première raison en était bien sûr la discontinuité géographique : la communauté d'Australie était fatalement coupée des autres, du simple fait de l'éloignement. Bien sûr, des initiatives individuelles, comme des déplacements professionnels ou des mariages, assuraient des relations suivies entre les communautés. Mais, en fonction de certains particularismes, elles semblaient s'établir en réseaux cloisonnés, selon des axes de villes, comme Kayseri-Ryad ou Istanbul-Munich.

D'importants changements ont été apportés par la fin de l'URSS et sa conséquence, l'ouverture de l'Asie centrale. En 1992, avec l'indépendance des Républiques, cette région pivot entre la patrie orientale et les territoires occidentaux de l'exil établit simultanément des relations avec la Chine et avec le « monde occidental », et tout particulièrement avec la Turquie. D'un côté, l'établissement de liens diplomatiques entre les Républiques d'Asie centrale et Pékin²⁵ ouvre la frontière ouest du Xinjiang aux échanges commerciaux qui se développent à une vitesse impressionnante²⁶. Un geste symbolique est la mise en service d'une voie ferrée Ürümqi-Almaty. La ville frontalière de Yarkent-Panfilov devient une plaque tournante du commerce entre la Chine et l'Asie centrale, et le marché ouïgour d'Almaty est, pendant les années de pénurie, le mieux approvisionné de la ville grâce aux marchandises chinoises. De l'autre côté, les nouvelles Républiques recherchent dans la Turquie un partenaire économique et politique, moins au nom d'une fraternité ethnico-linguistique que parce qu'elles la

considèrent comme l'avant-garde du monde occidental. La Turquie elle-même, pour mettre en place sa politique en Asie Centrale comme dans le reste de l'espace soviétique, a souvent eu recours aux solidarités ethniques et utilisé comme pionniers ceux de ses citoyens qui étaient apparentés à un groupe constitué, de préférence minoritaire. Les Ouïgours de Turquie, obéissant autant à des incitations gouvernementales qu'à leurs propres motivations, établissent des liens avec la « mafia » commerçante des Ouïgours d'Asie centrale. Des entreprises communes, des sociétés d'import-export, des compagnies de charters destinées au "commerce de valise", quelques groupes transnationaux comme les entreprises en Turquie, Kirghizie et Kazakhstan appartenant à la riche famille ouïgoure Taranchi, forment un dispositif d'« économie ethnique »²⁷, qui contribue grandement à souder les deux communautés. De cette façon, Almaty s'insère très rapidement dans le réseau des villes de l'émigration ouïgoure. Des échanges matrimoniaux s'opèrent entre la communauté de Turquie et les communautés centrasiatiques. Des familles commencent à partager leur existence entre la Turquie et l'Asie centrale.

L'homogénéisation de la communauté expatriée

Le rétablissement des communications et de la circulation des personnes entre les trois pôles que sont la patrie, la diaspora centrasiatique et l'émigration occidentale constitue un important facteur d'homogénéisation. Les communautés échangent des délégations, se font représenter aux commémorations et autres événements culturels organisés par l'une ou l'autre d'entre elles. Les médias communautaires, les publications associatives échangent leurs informations et leurs photographies, tenant chaque communauté au fait des activités des autres. Les communautés dispersées retrouvent ainsi le sentiment d'un vécu commun. Par exemple, la mort d'Isa Yusuf Alptekin, dont les obsèques ont fourni l'occasion d'un vaste rassemblement, a été présentée comme un deuil national, même en Asie centrale où les dirigeants communautaires étaient ses adversaires politiques. Toutes les communautés ont organisé une célébration de son *mevlid*²⁸, puis de l'anniversaire de sa mort. Vécu en phase par l'ensemble de la population expatriée, ce deuil a pris pour elle le caractère d'un événement « national ».

L'ouverture sur l'Asie Centrale de la frontière occidentale de la Chine a eu une autre conséquence majeure : facilitant les migrations individuelles vers les Républiques ex-soviétiques, elle a accéléré leur rythme. La structure de la diaspora semble devoir être profondément modifiée par ces nouvelles migrations. Elles sont le fait de jeunes étudiants qui ont participé aux soulèvements dans les universités du Xinjiang au moment des événements de Tian'anmen et dans les années qui ont suivi. L'émigration des jeunes est également favorisée par la politique d'octroi de bourses pratiquée à l'égard des turcophones de Chine par certains pays comme la Turquie, les pays arabes (Syrie, Egypte), mais aussi la Hongrie et le Japon. Les étudiants bénéficiaires de ces bourses profitent souvent de leur séjour à l'étranger pour s'y installer ou rechercher un autre pays d'accueil.

Cette nouvelle population émigrée, en se répartissant entre les différentes communautés, exerce sur elles un effet manifeste d'homogénéisation car elle possède un passé commun et tisse ses propres réseaux d'une communauté à l'autre; elle impose sa vision globale des "Ouïgours de l'extérieur" aux particularismes vécus et invoqués par les autres communautés. Et surtout, son expérience et ses informations renouvellent le rapport qu'entretenaient avec la patrie d'origine les communautés déjà anciennes dans l'émigration.

La convergence de ces facteurs crée une conscience identitaire de diaspora en amenant les communautés expatriées à se percevoir comme un ensemble, investi d'une double mission, envers la patrie et envers le monde extérieur. Des phénomènes nouvellement apparus peuvent s'analyser comme les premiers éléments d'un comportement diasporique.

Des comportements diasporiques

Ainsi, jusqu'à une date très récente, les publications des associations se faisaient dans la langue du pays hôte; elles servaient à informer la communauté de ce pays, mais aussi à la situer par rapport au pays lui-même, en épousant ses problématiques. Ainsi, la publication ouïgoure au Kazakhstan s'est longtemps appelée « Drapeau du communisme ». Les plus ambitieuses de ces publications visaient au maximum deux pays d'accueil et le monde extérieur : la revue « Voix du Turkestan Oriental » était publiée à Istanbul en turc, arabe et anglais²⁹ et le « Bulletin d'information de l'Union des Turkestanais d'Europe » paraît à Munich en allemand, turc et anglais. A présent, la vocation des publications de l'exil semble avoir changé. En 1994, les jeunes nouveaux migrants lancent à Istanbul le journal en ouïgour alphabet arabe, « Jeunesses du Turkestan Oriental ». Ce précédent ayant été imité, la majorité des publications de la diaspora se fait actuellement en langue ouïgoure, utilisant l'alphabet arabe et parfois l'alphabet latin. Cela signifie qu'elles ont vocation, non plus d'informer le pays d'accueil, mais de servir d'intermédiaire entre l'ensemble des communautés et la patrie. Ainsi les mouvements clandestins du Turkestan Oriental demandent-ils aux journaux de la diaspora de publier leurs textes pour mieux les diffuser dans la population.

Dans l'autre sens, quand des informations parviennent à sortir du Turkestan Oriental, les publications de la diaspora les utilisent tout autant pour avertir le monde extérieur que pour éduquer les communautés émigrées. Par exemple, l'arrestation de l'écrivain Tursun Almas, auteur d'un livre jugé subversif sur l'histoire des Ouïgours, a été signalée à Amnesty International par la diaspora. Parallèlement, son livre *Uigurlar* ("les Ouïgours") publié en Chine³⁰ en ouïgour alphabet arabe, a été transcrit en cyrillique et traduit en russe par les soins des Ouïgours du Kazakhstan, tandis qu'il était traduit en turc par les Ouïgours d'Allemagne et publié en Turquie. Il a paru en feuilleton dans un journal ouïgour du Kazakhstan et a été repris dans la publication de l'association d'Australie. Non seulement aucune communauté n'a pu ignorer cet ouvrage, mais il a pu jouer auprès d'elles le même rôle de catalyseur d'une cristallisation identitaire qu'au Turkestan Oriental, où il est devenu le symbole de la réappropriation de l'histoire. Parallèlement, dans son rapport avec le monde extérieur, la communauté ouïgoure expatriée a prouvé, grâce à la médiatisation internationale qu'elle a pu assurer aux événements de 1996 et 1997, sa capacité à jouer un rôle de relais. Les Ouïgours d'Asie centrale ont su prodiguer aux journalistes interdits d'entrée au Turkestan Oriental une information détaillée basée sur des témoignages. Ils ont ainsi eu la possibilité de montrer la réalité et l'ampleur des liens entre les Ougours de l'extérieur et la patrie. Les filières de transmission de l'information sur le Turkestan Oriental vers la diaspora se sont multipliées au cours des années quatre-vingt-dix. La plus classique était le pèlerinage à La Mecque, qui permettait de faire passer au Pakistan et en Arabie Saoudite des photographies et des cassettes vidéo. Après l'ouverture de la frontière avec l'Asie centrale, informations, documents et publications ont commencé à transiter dans les deux sens, en même temps que le commerce. Les nouveaux migrants, qui ont rejoint la diaspora occidentale, sont restés en contact par lettres et appels

téléphoniques avec leurs familles. Un système de correspondance contournant la surveillance et la censure du courrier a été mis au point avec l'Allemagne, où les associations transmettent l'information à la presse, aux organisations internationales et non gouvernementales. Enfin, les Ougours de l'extérieur se sont rapidement mis à tirer parti des possibilités offertes par Internet : une association basée en Allemagne a créé un serveur avec un centre aux Etats-Unis, où des informations recueillies par divers canaux sont diffusées quotidiennement en ouïgour, turc et anglais. Cette nouvelle dimension de l'activité de représentation et de *lobbying* induit des changements dans l'attitude des "vieilles" communautés par rapport à leur pays d'accueil. Le *lobbying* passe de la simple sensibilisation à la tentative de pression, surtout en Turquie où les Ougours devenus citoyens possèdent le droit de vote. Depuis la création d'une association à Kayseri en 1989, le vote « en bloc » des 80 familles est marchandé avec les représentants locaux et nationaux des partis politiques, en échange de prises de positions sur le Turkestan Oriental, à l'Assemblée ou dans les médias. En décembre 1995, peu avant les élections législatives en Turquie, l'enterrement d'Isa Yusuf Alptekin a été l'occasion d'un ralliement du vote ouïgour à un parti politique, par l'intermédiaire du candidat d'origine turkestanais Ahat Andidjan³¹, contre la promesse de défendre la « cause » ouïgoure dans les arènes nationales ou internationales. Les Ougours mènent donc, en commun et en relation avec leur patrie, des politiques spécifiques à l'intérieur de leur pays d'accueil, visant des objectifs extérieurs à ce pays. Il s'agit typiquement du comportement politique d'une diaspora.

Le passage au politique

Le processus de transition du communautaire au politique a commencé au tournant de la décennie quatre-vingt-dix, avec la création d'associations dans des communautés qui n'en possédaient pas, comme celle de Kayseri³², celle d'Allemagne³³ et celle d'Australie³⁴. A Istanbul, la Fondation du Turkestan Oriental, qui avait été sommée, après la retraite d'Isa Yusuf Alptekin, de limiter ses activités au domaine culturel, délègue des activités plus politisées à une Association d'entraide qui a le même comité directeur. Quant à l'Association des émigrés du Turkestan Oriental, sous l'influence des Kazakhs autant que des Ouïgours, elle dépasse son rôle traditionnel de gestion sociale des communautés pour devenir aussi un vecteur d'expression politique.

En Asie centrale, les droits culturels allant de pair avec l'indépendance ont permis la création de centres culturels ouïgours et d'associations à la limite du politique, comme l'"Union du peuple ouïgour". Des associations clairement politiques existent par ailleurs au Kazakhstan dans une clandestinité bien relative : le "Front national uni révolutionnaire" de Yusupbeg Muhlisi et "Liberté du Ouïgourstan" d'Ashir Vahidi³⁵. Ces associations ont été fondées en 1992.

Une deuxième vague de création d'associations survient en 1995-1996. Cette période correspond précisément au moment où les communautés adoptent un comportement diasporique et cherchent à traduire en termes politiques leur unification sociale.

Le Centre d'information du Turkestan Oriental, créé à Munich en 1996, dont la principale activité est de gérer le serveur Internet *Uygur Network*, se donne pour but de garantir une diffusion mondiale à l'information sur la patrie. Ce centre, qui prodigue par ailleurs des services sociaux aux migrants, joue encore un rôle communautaire.

Mais les associations qui apparaissent actuellement aux Etats-Unis, sont représentatives de ce nouveau type d'organisations créées pour le *lobbying* et coupées de tout enracinement communautaire. A la suite d'un "Congrès des jeunes ouïgours mondiales" tenu à Almaty en 1995, sont apparus dans différents pays des associations

ou groupes informels de jeunes, destinés spécialement aux nouveaux migrants. Ainsi, à Ankara, des représentants de ces derniers ont fondé une "Association des étudiants du Turkestan Oriental", qui réunit les jeunes gens venus en Turquie comme boursiers et qui s'y sont établis.

Enfin, ces organisations sont entrées dans une phase d'unification, ce qui donne lieu à la création d'unions ou de fédérations. L'"Union des jeunesses ouïgoures mondiales", officiellement créée à Munich en 1996, a été la pionnière. En 1997, après les événements de Kouldja, les associations légales et illégales du Kazakhstan se sont fédérées, tandis que la création d'un "Centre national" était proclamée à Istanbul.

Les associations sont devenues de vrais mouvements politiques, qui ne se contentent plus de gérer la communauté dans un pays donné, mais qui prétendent agir au nom du peuple ouïgour directement sur la scène internationale, en se souciant moins du pays d'accueil.

Cette nouvelle attitude engendre parfois des rapports tendus avec le pays hôte, qui tolère l'existence des organisations d'exilés dans la mesure où leur action ne risque pas de le mettre en porte-à-faux vis-à-vis de la Chine. Celle-ci a d'ailleurs souvent recours à la voie diplomatique pour protester contre la liberté ou la visibilité du militantisme ouïgour à l'extérieur. Le cas s'est présenté en Turquie après la mort d'Isa Yusuf Alptekin. Une municipalité islamiste a donné son nom à un parc public en plein cœur d'Istanbul. Ce parc abritait aussi un monument aux martyrs de la cause ouïgoure, surmonté du *Gökbayrak*, le drapeau bleu de la République du Turkestan Oriental. Devant les protestations chinoises, le ministère des Affaires étrangères de Turquie a envoyé un diplomate présenter des excuses à Pékin. Mais il n'a pu faire enlever ni le nom, ni le drapeau incriminé. En effet, une tentative dans ce sens a provoqué, en février 1996 à Istanbul, une série de manifestations sur la place de l'hippodrome à Sultanahmed. Les Ouïgours et les Turkestanais de Turquie ont reçu le soutien massif des islamistes et des nationalistes. Cet épisode d'une confrontation ouverte avec les autorités du pays hôte est unique dans l'histoire de la communauté ouïgoure de Turquie et constitue le signe tangible d'un changement d'attitude.

En Asie centrale, la question est encore plus délicate dans la mesure où les Républiques frontalières de la Chine ont signé avec Pékin des accords de bon voisinage qui leur interdisent de paraître soutenir le séparatisme. Cependant elles tolèrent avec une relative complaisance les activités des organisations ouïgoures, même si elles n'ont pas reçu leur enregistrement officiel. A la fin de 1995, le premier congrès de l'Union des jeunesses ouïgoures a été fermé par les forces de police, et l'interdiction des deux associations illégales, le FNUR et Liberté du Ougourstan, a été réitérée. Cependant, après les événements de 1996 et 1997 au Xinjiang, ces associations non enregistrées sont devenues les interlocutrices incontournables des journalistes étrangers. Après les émeutes de Kouldja, elles ont même été autorisées à tenir des conférences de presse.

La volonté d'assumer une mission diasporique

Aidées par l'actualité agitée du Xinjiang, qui crée une demande d'information de la part des médias internationaux, les organisations ouïgoures de l'exil recherchent et obtiennent un accès direct à la scène internationale en passant de moins en moins par les pays d'accueil. Depuis l'opération policière de mai 1996 qui a révélé l'existence de groupes organisés et armés au Turkestan Oriental, depuis les émeutes de Kouldja qui apparaissent comme l'aboutissement d'un mouvement populaire de grande envergure, depuis les attentats de Pékin qui ouvrent peut-être l'ère du terrorisme ouïgour, ce ne sont plus seulement les médias qui s'intéressent au Turkestan Oriental. Les

interlocuteurs qui recherchent le contact avec la diaspora ouïgoure sont de plus en plus institutionnels et politiques. Jusqu'ici la question du Turkestan Oriental était abordée sous l'angle des droits de l'homme. Quand Erkin Alptekin, le président de l'association de Munich, était invité aux Nations Unies, c'était à des tables rondes sur les droits des minorités en Chine. Mais l'année dernière, il s'est exprimé devant le Sénat américain, en compagnie de l'opposant chinois Harry Wu, sur des thèmes plus politiques. En juin 1997, une délégation des chefs de la diaspora ouïgoure d'Asie centrale a été invitée par le gouvernement américain et a eu des entretiens avec des fonctionnaires de haut niveau à la Maison Blanche. Un haut fonctionnaire de la Défense a récemment publié quelques éléments d'une analyse concluant à la fragilité de l'emprise chinoise dans le Xinjiang et à la nécessité de prendre rapidement des contacts avec les nationalistes ouïgours pour éviter à la politique américaine les hésitations qui l'ont grevée lors de l'indépendance des pays d'Asie centrale soviétique³⁶.

Même s'il est douteux que les paris géopolitiques sur la stabilité de l'Empire chinois soient remis en question prochainement, il n'en reste pas moins que la communauté internationale commence à interroger la diaspora sur le projet nationaliste des Ouïgours.

Celle-ci se voit donc investie du rôle de représentant du peuple ouïgour sur la scène internationale. Son unification croissante et les liens qu'elle a retrouvés avec la patrie facilitent sa tâche d'intermédiaire. Mais cette mission impose de pouvoir proposer à la communauté internationale et à la patrie un discours unifié, des cadres ou des porte-parole à la légitimité incontestée et un projet politique consensuel. Elle suppose un accord sur l'objectif, les stratégies et les alliés. Or, l'exacerbation des tensions au Turkestan Oriental a pris de court un processus qui n'en était qu'à ses débuts. En effet, l'homogénéisation de la diaspora ouïgoure qu'on a pu observer au niveau communautaire n'a pas encore eu le temps de se traduire dans la sphère politique. Dans ce domaine, des handicaps hérités soit de l'histoire du Turkestan Oriental, soit de celle de l'émigration empêchent la diaspora d'apparaître et d'agir comme un ensemble cohérent.

Différence de cultures politiques

Pour la première génération d'émigrés, l'absence, au Turkestan Oriental même, de projet nationaliste autonome et commun s'est transposée dans la diaspora. Les différentes vagues d'exil ont placé à la tête des communautés des chefs d'obédience politique différente, n'ayant pas pris le même parti dans les luttes de pouvoir qui ont suivi la formation de la République de 1944. L'exode de 1949 n'a touché que les dirigeants, qui, tels Mehmet Emin Bugra et Isa Yusuf Alptekin, étaient étroitement associés au régime de la Chine nationaliste. Ayant contribué à affermir l'influence du Kuomintang au Xinjiang, ils avaient participé au gouvernement de coalition formé entre les sept régions restées chinoises et les trois régions qui avaient proclamé la République (1944-46). Dans l'exil, ils ont maintenu leurs liens avec la Chine nationaliste et poursuivi un combat anti-communiste.

Plus tard, ce sont au contraire des anciens dirigeants engagés dans la République de 1944 et maintenus au pouvoir par Mao, qui se sont exilés vers l'Asie centrale au gré des fluctuations politiques de la Chine. L'ancien ministre de la Culture du gouvernement de coalition puis du gouvernement de la région autonome, Ziya Samadi, vit toujours au Kazakhstan. Ashir Vahidi, chef d'une des associations ouïgoures du Kazakhstan, est un ancien dirigeant des Jeunesses communistes du Xinjiang.

Une division communiste/anti-communiste a donc été héritée de la période précédant l'exode, et a beaucoup contribué à creuser le fossé Est-Ouest parmi la première génération des émigrés.

Plus tard, le vécu de l'exil implique une imbrication des relations avec les pays d'accueil, qui prive les émigrés de marge de manoeuvre en matière politique. La nécessité de négocier la neutralité voire la bienveillance du pays hôte a conduit les leaders de l'exil à accepter une certaine « contagion idéologique ». Par exemple, Isa Yusuf Alptekin, qui avait été contraint, pour obtenir l'accueil des émigrés sur le sol turc, de passer par les réseaux du lobby panturquiste, a dû faire son itinéraire politique en Turquie dans la mouvance de ses alliés objectifs et se servir de leur discours. Quant à la communauté ouïgoure d'Asie centrale, son statut de minorité de l'URSS lui a imposé un destin particulier et a fondu dans le moule soviétique la carrière politique de ses dirigeants. En nommant les représentants de la communauté, le pouvoir soviétique instaurait sa propre hiérarchie, qui ne recoupait pas nécessairement la hiérarchie traditionnelle ni celle que la communauté se serait choisie elle-même. Facteurs d'ascension sociale, les postes officiels à la tête des organismes culturels, l'élection au Soviet, etc. incitaient au loyalisme ceux qui souhaitaient entrer dans la nomenklatura. Des pays tiers, qui n'accueillent pas un nombre significatif d'émigrés, ont pu néanmoins influencer sur l'élaboration et l'expression du nationalisme ouïgour. C'était une stratégie de la politique américaine envers l'Union Soviétique que d'utiliser les exilés politiques turkestanais, en général. Cette politique n'a pas été étendue à la Chine, néanmoins Radio Liberty a joué un rôle important dans l'évolution politique des émigrés ouïgours. La radio, basée à Munich, disposait d'une section « Turkestan », comptant un département ouïgour, supprimé en 1979. Les Ouïgours qui y travaillaient ont continué à y être employés. C'est le cas d'Erkin Alptekin, fils d'Isa Yusuf Alptekin, qui a, par la suite, fait entrer dans les structures d'autres Ouïgours venus de Turquie, qui sont devenus les dirigeants associatifs de la communauté d'Allemagne. Cette dernière a donc longtemps été encadrée par des *leaders* formés à l'école américaine de Radio Liberty. Si l'utilisation qu'en ont faite les Etats-Unis est restée incomplète, l'itinéraire d'Erkin Alptekin et de ses adjoints montre bien comment les Ougours ont su se servir de cet instrument de la politique américaine pour élargir leur audience et acquérir une stature internationale.

Le difficile choix d'un leader

De fait, malgré l'hétérogénéité des cultures politiques des émigrés ouïgours, la figure d'Isa Yusuf Alptekin avait pu s'imposer, même auprès de ses adversaires politiques, comme celle du dirigeant « naturel » du combat dans l'exil. A vrai dire, pendant la période étudiée, à savoir depuis le début des années quatre-vingt dix, Isa Yusuf Alptekin, rendu aveugle par un accident, âgé et malade, était retiré des affaires que géraient les hommes qu'il avait formés dans le cadre associatif ainsi que ses propres fils ramenés à Istanbul par sa maladie.

Il restait cependant une figure emblématique et faisait suffisamment d'apparitions en public pour que son image puisse être utilisée, surtout au moment où la Turquie mettait en place sa politique étrangère en Asie centrale. Son capital de légitimité a été mis au service du mouvement panturquiste, mais aussi de la politique officielle turque. Sa mort en décembre 1995 a décapité la diaspora ouïgoure en la privant d'un chef charismatique et, surtout, indiscuté. Sa légitimité provenait à la fois du rôle qu'il avait tenu dans l'histoire du Turkestan Oriental, à savoir ses fonctions de secrétaire général du gouvernement de coalition de 1946, de la part importante qu'il avait prise dans

l'organisation de l'exil en Inde puis en Turquie³⁷, de la notoriété qu'il avait acquise en Turquie, ne serait-ce qu'au sein du mouvement panturquiste, et du début de reconnaissance internationale que lui avaient valu ses multiples interventions auprès de gouvernements ou d'organisations internationales³⁸.

Sa mort, au moment où la diaspora avait plus que jamais besoin d'un porte-parole consensuel, a lancé, en même temps qu'un débat de succession, une réflexion sur les critères de la légitimité d'un leader de diaspora. Cette légitimité doit-elle s'ancrer dans le territoire d'origine et correspondre à une autorité de type traditionnel ou à une participation active au combat nationaliste ? Ou doit-elle être plus purement diasporique et consacrer la réussite dans la mission d'intermédiaire et de représentant que veulent assumer les exilés ? Se nourrit-elle de la renommée dans la patrie, d'une importance sociale ou professionnelle acquise dans un pays d'accueil, ou d'une assise et d'une reconnaissance obtenues de la part de la communauté internationale ? Depuis Isa Yusuf Alptekin, aucun *leader* ne réunit ces trois sources de légitimité.

La question se pose depuis le premier congrès qui, à Istanbul en 1992, a réuni pour la première fois la diaspora occidentale et la diaspora centrasiatique. Le Président élu par ce congrès, Ahmet Igamberdi, réunissait plusieurs qualités. Intellectuel de renom au Turkestan Oriental, journaliste et écrivain, il a été victime de la Révolution culturelle en Chine et a connu la prison. Après son exil, il a pris la tête de la communauté turkestanais d'Australie et, à titre de président de l'association, est l'interlocuteur des autorités du pays. Il parle l'anglais, ce qui lui donne la possibilité de se faire entendre au niveau international. Mais la trop précoce tentative d'unification politique du congrès d'Istanbul a tourné court, et cette investiture donnée à Igamberdi n'a pas eu de suite.

Après la mort d'Isa Yusuf Alptekin, son fils Erkin a été pressenti pour lui succéder. Il bénéficie d'ores et déjà de la notoriété attachée à son nom de famille, dans la patrie comme dans la diaspora. Il est aussi connu en Turquie où il est proche de plusieurs hommes politiques, notamment de Necmettin Erbakan avec lequel il a fait ses débuts à *Gümüşmotor*³⁹, et en Allemagne où il a fait carrière à Radio Liberty, ce qui lui a assuré une formation à la recherche et au *lobbying*. Il a fait employer à Radio Liberty, même après la fermeture de la section ouïgoure, plusieurs universitaires et militants ougours en les faisant passer pour des Ouzbeks. En cela, il a contribué à la formation de la communauté d'Allemagne, où il a également fondé l'association « Union des Turkestanais d'Europe » dont il est président. Il possède à ces titres une assise internationale non négligeable et intervient souvent devant des ONG ou devant des organisations internationales. Après avoir donné une série de conférences aux Etats-Unis, il est devenu un interlocuteur pour les officiels américains. Il a été entendu plusieurs fois au Sénat. Il parle couramment l'anglais, l'allemand et le turc. Il n'est âgé que d'une soixantaine d'années. Lors des pourparlers qui ont eu lieu après l'enterrement de son père, il a accepté de prendre sa succession à condition d'obtenir une investiture officielle. Une campagne de consultation systématique des associations lui avait obtenu en 1996 l'accord verbal de la majorité d'entre elles, mais sa candidature s'est heurtée au veto de l'Arabie Saoudite, qui reste le principal pourvoyeur de fonds des associations de la diaspora.

Un autre nom évoqué est celui du général Riza Bekin, le président de la "Fondation du Turkestan Oriental", prestigieux en Turquie pour sa brillante carrière dans l'armée⁴⁰. Il a aussi l'autorité de l'âge. Mais il est perçu comme appartenant plus à la Turquie qu'à son pays d'origine, en raison de ses prises de positions publiques en faveur de la thèse

nationaliste turque. On lui reproche, de même qu'à son « dauphin », le journaliste Ismail Cengiz, d'avoir oublié ses origines ouïgoures et sa langue. Du côté de l'Asie Centrale, les dirigeants des associations clandestines Ashir Vahidi et Yusupbeg Muhlisi, âgés l'un et l'autre de plus de soixante-dix ans, ont un statut trop controversé au Kazakhstan pour espérer devenir davantage que des éminences grises. Le président de l'association légale, Karahman Khodjamberdi, plus jeune, ancien officier de l'armée soviétique, commence en revanche à se poser en prétendant. Le fait d'avoir été invité aux Etats-Unis lui a conféré un surcroît de légitimité. Consacrant l'importance du rôle des commerçants transnationaux et leur position au coeur des réseaux qui structurent la diaspora, le nom de l'homme d'affaire Seyyit Taranchi apparaît depuis peu dans les débats. Enfin, en Arabie Saoudite, deux personnalités marquantes incarnent chacune un critère de légitimité : Huseyn Karaislami était ministre de l'Education de la République de 1944, tandis que Ramatullah Turkistani, qui possède une grosse fortune et occupe un poste important à la Ligue islamique, symbolise la réussite dans le pays hôte.

L'absence de consensus sur l'une ou l'autre de ces personnalités favorise bien sûr une concurrence des ambitions personnelles. Cela n'empêche pas les prétendants à la direction de la diaspora unifiée de travailler en coopération. Erkin Alptekin, invité tous les ans à la commission des droits de l'homme des Nations Unies, s'y fait accompagner d'une délégation d'hommes d'affaires du Kazakhstan. Conviés à la Maison Blanche, les dirigeants centrasiatiques ont tenté de former une délégation commune avec ceux de Turquie. De telles collaborations ponctuelles montrent que les dirigeants ouïgours ont compris la nécessité d'afficher l'unité face à la communauté internationale.

Les faiblesses

Ces clivages internes ne sont qu'un aspect de la fragilité de la diaspora ouïgoure qui l'empêche d'émerger comme un acteur autonome sur la scène internationale. Son principal handicap tient à son faible nombre, qui ne lui permet pas de se constituer en *lobby* dans les pays stratégiquement importants : sur un million d'expatriés ouïgours, il y en a 850 000 en Asie centrale, mais seulement 200 en Allemagne et une centaine aux Etats-Unis. Consciente de cette lacune, la diaspora cherche à redéployer volontairement les migrations vers ces pays cibles, au premier rang desquels les pays européens comme l'Angleterre ou la France, ou les pays du continent américain, Etats-Unis et Canada. Des cadres politiques sont prêts à s'expatrier d'Allemagne, tandis que des familles ou des groupes partiraient d'Asie centrale.

Pour l'instant, les émigrés ouïgours ne sont pas en nombre suffisant pour exercer le même type de *lobbying* que les Tibétains en Europe ou en Amérique. D'un point de vue financier, malgré l'existence de quelques grosses fortunes en Arabie Saoudite, en Turquie et au Pakistan, et la facilité avec laquelle elles contribuent aux collectes de fonds pour les projets des associations, la diaspora ouïgoure ne peut mobiliser des ressources suffisantes pour assurer son autonomie.

Elle n'en est que plus accessible aux tentatives de manipulation ou de récupération de la part de protecteurs intéressés par l'enjeu que le contrôle de cette jeune diaspora commence à représenter. Le principal est l'Arabie Saoudite qui, par l'intermédiaire de riches Ouïgours installés sur son sol, se fait le pourvoyeur de fonds des associations. La situation de dépendance financière qui en résulte permet à l'Arabie Saoudite d'intervenir dans les débats concernant le porte-parole ou le projet politique de la diaspora. En 1996, un détournement de la manne saoudienne vers les associations nouvellement créées aux Etats-Unis avait ralenti l'activité de celles de Turquie au point

de les amener à modifier leur position à propos de l'investiture d'Erkin Alptekin. L'influence des financeurs saoudiens est également à l'origine de la fédération des associations du Kazakhstan. La Turquie, depuis qu'elle a noué des relations économiques avec la Chine, ne souhaite plus s'engager trop avant dans la cause ouïgoure. Mais, ayant pris note du risque d'être dépassée par son opinion publique après les événements de Sultanahmet en 1996, elle a tenté à son tour une reprise de contrôle. Au moment où était débattu le projet de création d'un "Centre national", se voulant un gouvernement en exil, dont la dénomination et la localisation restaient sujets à polémique, les associations de Turquie réputées loyales aux autorités ont devancé l'issue des débats en proclamant la création à Istanbul d'un "Centre national du Turkestan Oriental".

Malgré leur intérêt en fonction d'objectifs géostratégiques à long terme, les Ouïgours ne représentent pas pour les pays hôtes un groupe de pression suffisamment important pour être ménagé en cas d'insistance chinoise. L'attitude de plusieurs pays, comme la Kirghizie ou le Pakistan, qui ont extradé les Ouïgours fuyant le Turkestan Oriental après la répression de février 1997, en témoigne. A chaque signature d'accord avec la Chine⁴¹, les Républiques d'Asie centrale prennent contre les associations ouïgoures des mesures symboliques, en suspendant provisoirement leurs activités ou en interdisant une manifestation. Un texte du Comité central du Parti communiste chinois du 19 mars 1996, portant sur les mesures à prendre contre le séparatisme au Xinjiang, annonçait d'ailleurs une offensive diplomatique chinoise en direction de la Turquie, du Kazakhstan et du Kirghizstan.

D'une façon générale, l'entrée de la Chine dans le jeu mondial interdit à un pays tiers ou à une organisation de réserver à ses opposants déclarés une véritable représentation internationale. Au plus peut exister la tentation de les utiliser pour créer une instabilité dans cette région sensible et stratégique.

Les stratégies d'alliances et les projets politiques

Pour compenser leur faiblesse numérique, les émigrés ouïgours, surtout dans la diaspora occidentale, misent sur une stratégie d'alliance avec les Tibétains, les Mongols et les dissidents chinois. Un "Comité allié Tibet-Mongolie-Turkestan Oriental" a été fondé en 1994. Il est présidé par le Dalaï-Lama et son vice-président est ouïgour. Au terme d'un accord entre les trois peuples dominés par la Chine, chacun de leurs représentants qui a l'occasion de se faire entendre dans une arène internationale doit évoquer le sort des deux autres peuples. Une stratégie conduite personnellement par Erkin Alptekin et son association de Munich consiste à collaborer avec les dissidents chinois pour travailler l'opinion sur le thème de la démocratisation et des droits de l'homme en Chine. Enfin, membre fondateur et président jusqu'en juillet 1997 de l'UNPO⁴², Erkin Alptekin cherche également à situer la question ouïgoure dans la problématique des peuples sans Etat.

Mais cette obligation de rechercher des alliés devient un facteur de division supplémentaire, empêchant l'autonomie du projet nationaliste et impliquant des stratégies parfois contradictoires. Les traditionnels et principaux alliés des Ouïgours en exil sont les autres émigrés du Turkestan Oriental, notamment les Kazakhs. Ils militent ensemble dans plusieurs des grandes organisation de la diaspora, comme l'"Association des émigrés" en Turquie, ou l'"Union des Turkestanais" d'Australie. En Allemagne, les associations sont distinctes, mais il y a un compagnonnage de fait. Les Kazakhs émigrés ont leurs propres projections sur l'indépendance possible du Turkestan Oriental, et le débat sur le futur partage du territoire commence déjà à traverser la diaspora

turkestanaise. Les dirigeants des associations s'entendent entre eux sur ce thème avant que les uns ou les autres n'interviennent sur la scène internationale. Cette alliance entre les deux groupes explique que les associations de la diaspora occidentale utilisent systématiquement le terme de "Turkestan Oriental". Mais les Ouïgours d'Asie centrale, qui ont eux-mêmes le statut problématique d'une minorité sans pays de rattachement à l'intérieur d'un Etat-nation, sont favorables à la création d'un "Ouïgourstan", sur le modèle des Républiques issues de l'URSS. C'est le projet que la délégation des dirigeants centrasiatiques reçus aux Etats-Unis en juin 1997 avait proposé, au grand scandale des Kazakhs de Turquie qui ont refusé que l'association des émigrés se joigne à la délégation.

La majorité des militants nationalistes se représente le futur Turkestan Oriental indépendant comme un Etat-nation. Cependant, les militants du Comité allié envisagent des scénarios d'indépendance dans le cadre d'une fédération avec la Mongolie et le Tibet. Dans les négociations avec les Chinois, les dissidents ou les Taïwanais, l'idée d'une autonomie dans le cadre d'une Chine démocratisée reste une option ouverte. Il s'agit clairement de positions diplomatiques qui ne correspondent guère aux attentes de la base, mais qui sont imposées par les impératifs de la politique internationale.

Une autre stratégie pouvant avoir des conséquences sur la forme du régime envisagé est celle d'une alliance avec les pays islamiques. Elle est la cause d'un débat de fond qui traverse la diaspora ouïgoure et crée de fortes polarisations.

Le rapport à l'Islam

Une partie des associations, en Turquie, en Asie centrale et aux Etats-Unis, reçoit un financement de la part des Ouïgours d'Arabie Saoudite, ce qui donne à ce pays une certaine influence dans les débats internes de la diaspora. D'autre part, de jeunes Ouïgours qui ne se satisfont plus du militantisme des associations, légaliste et limité au *lobbying*, sont tentés par l'engagement dans les formations islamistes qui leur permettraient de recevoir un entraînement militaire. Ainsi, quelques dizaines de Ouïgours ont été entraînés en Afghanistan dans des camps formés par un Saoudien. D'autres sont entraînés par le parti pakistanais Djamaat-al Islamî. On trouvait aussi quelques Ouïgours d'Ouzbékistan dans les troupes du général Dostoum.

Cet engagement inquiète le pôle « allemand » dont les cadres, qui ont reçu leur éducation politique en Turquie puis à Radio Liberty, sont aussi anti-islamistes qu'ils ont été anti-communistes. De plus, ayant misé sur l'alliance avec le Tibet et donc sur des stratégies non-violentes, ils craignent une dérive extrémiste des jeunes de la diaspora qui se trouveraient mobilisés dans les formations islamistes⁴³. A plus long terme, ils redoutent que cette influence ne crée dans la diaspora des partisans d'un modèle étatique religieux, et ils déconseillent systématiquement aux jeunes militants les alliances, ou même les compromissions tactiques, avec les protecteurs islamistes.

Les deux pôles, allemand et saoudien, sont donc en concurrence pour le contrôle de la diaspora, et cette dichotomie pose des problèmes aux nouveaux migrants, qui ne sont préparés ni par leur éducation, ni par leur expérience à entrer dans une problématique islam-laïcité. Pour eux, au Turkestan Oriental, l'islam est une composante identitaire importante et ils sont très attachés aux droits religieux rétablis au début des années quatre-vingt⁴⁴. L'islam est aussi un vecteur de la mobilisation politique, comme le prouve l'histoire des soulèvements de ces dernières années, souvent déclenchés par une provocation contre l'islam⁴⁵. Aussi se sentent-ils quelque peu désorientés face aux polémiques sur les questions religieuses qui peuvent se poser dans les pays d'accueil :

un Ouïgour arrivé en Turquie au moment de l'affaire du voile dans les universités évoque le désarroi éprouvé en voyant que « la Turquie, pays-frère, opprimait l'Islam comme les Chinois eux-mêmes n'avaient pas osé le faire »⁴⁶.

Dans l'émigration, où la pratique religieuse reste un élément important de la sociabilité d'une communauté, et où même les moins croyants fréquentent les mosquées, la ligne laïque de certains dirigeants diasporiques, comme Erkin Alptekin, peut être perçue par ces nouveaux migrants comme le signe d'une acculturation.

Cette incompréhension entre les nouveaux et les anciens migrants reflète bien les différences de perception qui peuvent exister entre une diaspora et sa patrie d'origine et au-delà, entre le monde extérieur et un pays enclavé géographiquement et politiquement comme le Turkestan Oriental. L'opinion internationale peut remarquer le rôle de l'islam dans la mobilisation politique et mettre en avant la coloration religieuse du discours indépendantiste⁴⁷. Ce serait oublier que l'islam n'est chez les Ouïgours qu'un vecteur du nationalisme et qu'il lui est subordonné⁴⁸, du moins pour le moment. La communauté de religion ne suffit pas à souder dans un même combat les Ouïgours avec les Hui,⁴⁹ ni avec les autres musulmans turcophones comme les Kazakhs⁵⁰. Le nationalisme au Turkestan Oriental, ethnique avant d'être religieux, n'a pas fait très bon accueil à l'"oummisme" de la prédication wahhabite qui se heurtait aussi à la tradition confrérique. Le Turkestan Oriental ne présente pas un terrain favorable au radicalisme islamique, malgré les financements saoudiens des mosquées, écoles et fondations religieuses, les soutiens stratégiques et l'approvisionnement en armes espérés de l'Afghanistan et du Cachemire voisins. La question religieuse ne s'y pose pas en ces termes pour le moment. Certes, la proximité géographique et un relatif parallélisme des situations (domination par un pouvoir communiste, islam, diversité ethnique) suggèrent des comparaisons avec les exemples afghan ou tadjik. Si une confrontation de plus en plus violente avec le pouvoir chinois paraît inéluctable, le passage par l'islamisme de la revendication indépendantiste n'est pas une fatalité au Turkestan Oriental.

Une partie de ce débat se joue aussi dans la diaspora. La position d'une diaspora face à la construction d'un projet nationaliste sur son foyer d'origine n'est jamais sans ambiguïté. Dans le cas des Ougours, la répression politique empêchant la diffusion des idées nationalistes et la concertation, la diaspora, qui bénéficie d'une liberté plus grande, devient le lieu où le débat peut se dérouler. Ouverte et réceptive aux grandes tendances internationales, la diaspora est aussi un relais du monde extérieur dans sa patrie d'origine. Elle se charge de lui faire accepter les contraintes internationales qui pèsent sur la viabilité de son projet politique. Sur la question de l'islamisme comme sur d'autres points, son influence peut être prépondérante.

En voie d'intégration politique, la diaspora ouïgoure entretient par l'intermédiaire d'une communauté centrasiatique très remobilisée par les derniers événements des liens assez denses avec la patrie. Elle fréquente dans l'émigration la diaspora politique chinoise et la diaspora tibétaine. Elle a accès à plusieurs tribunes internationales. En relation avec ces différents acteurs, elle est un lieu de dialogue et de négociation. C'est une diaspora qui pense au retour et dans laquelle viennent se réfugier et se former les meneurs des soulèvements. En cas de bouleversement géopolitique dans la région - évolution des tensions vers un conflit local ou changement des rapports entre centre et périphérie en Chine - la diaspora est appelée à fournir des hommes, des cadres et des idées au Turkestan Oriental. C'est pourquoi les débats qu'elle a entamés et les

influences qu'elle subit peuvent avoir des conséquences sur l'avenir géopolitique de la région.

NOTES

1. Steven Fleming, "Le Xinjiang au bord de l'embrasement (Un journaliste a pu interviewer clandestinement un militant autonomiste)", *Libération*, 6 mars 1997.
Romain Franklin, "La révolte étouffée des Ouïgours (à partir d'informations recueillies au Kazakhstan, retour sur les émeutes de février)", *Libération*, 21 mars 1997.
- ² Dans la presse française : Claude Liscia, "Au Kazakhstan, la nostalgie des réfugiés", *Le Monde Diplomatique*, septembre 1997, n522 - pp.10-11.
2. Dans la presse française : Romain Franklin, "Ouïgours : les empires contre-attaquent", *Libération*, 25 avril 1997 ; Patrick de Saint-Exupéry, "Ouïgours : les oubliés de l'Asie Centrale", *Le Figaro*, 2 octobre 1996 ; J.C. Brisard, "Les sécessionnistes ougours rêvent de victoire finale", *L'Hebdo*, 20 mars 1997, pp.39-40.
3. Marc Semo, "L'ONU des peuples oubliés : entretien avec Erkin Alptekin" - *Politique Internationale*, n°75, printemps 1997, pp 425-433. E. Alptekin était jusqu'en juillet 1997 président de l'UNPO (Unrepresented Nations and Peoples Organisation).
4. Michel Jan, "Les structures politiques dans le Xinjiang", *Nouveaux Mondes*, n°5, été 94, pp 159-177.
5. Michel Bruneau, "Espaces et territoires de diaspora", in Michel Bruneau (coord) *Diasporas*, Montpellier: GIP RECLUS, 1995 - pp 5-23.
6. Les sources chinoises recensaient, en 1989, 7 millions de Ouïgours au Xinjiang, tandis que la diaspora ne compte pas plus d'un million de personnes.
7. Y.Lacoste, "Géopolitique des diasporas" , *Hérodote*, n°53 (éditorial), pp 3-12.
8. Aline Angoustures et Valérie Pascal, "Diasporas et financement des conflits" - in F. Jean et J.C. Rufin - *Economie des guerres civiles*, Paris, Hachette, (Pluriel) 1996 - pp 495-542.
9. Stéphane de Tapia , "Logistique d'une diaspora ou logistique de l'émigration ? Les réseaux turcs d'Europe" - in : G. Prévélakis (dir), *Les réseaux des diasporas*, Nicosie, Kykem, 1996 - pp 287-304.
10. Gabi Sheffer, "Wither the study of ethnic diasporas ? Some theoretical, definitionnal, analytical and comparative considerations", in : Georges Prévélakis, *op.cit.*, pp 37-46.
11. Erkin Alptekin donne les chiffres suivants :

1763	50 000	personnes après le soulèvement de Turfan
1819 à 1826	90 000	après les soulèvements de Kashgar et de Yarkand
1830	70 000	après le soulèvement de Kashgar
1846	60 000	après les soulèvements de Kashgar et de Yenihisar
1855	15 000	après le soulèvement de Kashgar

- Erkin Alptekin, *Uygur Türkleri* (les Turcs ougours); Istanbul, Bogaziçi Yayinlari, 1978.
12. 180 000 personnes d'après le recensement de 1989, 500 000 d'après les associations.
 13. Le nombre de Ouïgours en Kirghizie est de 40 000 d'après le recensement, 250 000 d'après les associations, dont 50 000 à Bishkek.
 14. Voir dans ce dossier : H. Ishakhov, Kh. Akhmedova, "Les migrations des Ougours vers l'Asie Centrale".
 15. F.-J. Besson, "Les Ouïgours en Asie Centrale", *La Lettre de l'Asie Centrale*, n°5, 1996, pp. 5-6.
 16. I.Y. Alptekin, *Esir Dogu Türkistan için* (Pour le Turkestan Oriental prisonnier), Istanbul, Dogu Türkistan Nesriyat Merkezi, 1985.
 17. Erkin Alptekin, "Dogu Türkistan'dan Hicretimizin 40° yıldönümü" (Le 40 anniversaire de notre exode du Turkestan Oriental), Kayseri, 1992.
 18. Erkin Alptekin, *op.cit.*, pp 17-22.
 19. Sur les Kazakhs du Turkestan Oriental en Turquie : Ingvar Svanberg, "Turkistani Refugees", in Peter Alford Andrews, *Ethnic Groups in the Republic of Turkey*, Wiesbaden, Dr Ludwig Reichert Verlag, 1989, pp. 591-601.
 20. F.-J. Besson, "Les Ouïghours en Asie Centrale", *La Lettre de l'Asie Centrale*, n°5, 1996, pp 5-6.
 21. Fondées respectivement en 1984 et 1989.
 22. L'identité segmentaire et le localisme des Ougours sont souvent signalés par ceux qui les étudient : Dru C Gladney, "The Ethnogenesis of the Uighur", *Central Asian Survey*, IX, n°1, pp.1-28 ; Michel Jan, "Structures politiques dans le Xinjiang", *Nouveaux Mondes*, n5, été 1994, pp.159-177 ; J.J. Rudelson, "The Uighurs in the future of Central Asia", *Nationalities Papers*, XXII, n2, automne 1994, p. 292.
 23. Habitant de Kashgar.
 24. Lilian Craig Harris, "Xinjiang, Central Asia and the implications for China's policy in the islamic world" *The China Quarterly*, n°133, mars 1993, pp.111-129 ; Michel Jan, "La politique de Pékin à l'égard de ses populations turcophones", *CEMOTI*, n°16, juillet-décembre 1993, pp.255-269.
 25. Valérie Niquet, "Pékin et les Républiques d'Asie Centrale", *Défense Nationale*, janvier 1995, pp.115-126.
 26. Emmanuel Ma Mung, "Entreprise économique et appartenance ethnique", *REMI* 1996 (12)2, pp.211-233.
 27. Cérémonie religieuse 40 jours après le décès.
 28. A présent seulement en turc.
 29. En 1990.
 30. Ahat Andidjan est, dans l'actuel gouvernement turc, ministre d'Etat chargé des relations avec les Turcs de l'extérieur.
 31. "Association de culture et d'entraide du Turkestan Oriental", fondée en 1989.
 32. "Union des Turkestanais orientaux d'Europe", fondée à Munich en 1990.
 33. "Association des Turkestanais d'Australie", fondée à Adélaïde en 1992.
 34. Sur les associations ouïgoures en Asie centrale, voir Thierry Kellner, "La Chine et les Républiques d'Asie centrale : de la défiance au partenariat", *CEMOTI*, XXII, juillet-décembre 1996, pp. 277-313 ; F.J. Besson, "Les Ouïgours en Asie centrale", *La Lettre de l'Asie centrale*, n5, 1996, pp.5-6 ; F.J. Besson, "La diaspora ouïgoure en recomposition", *La Lettre de l'Asie centrale*, 1997.
 35. William D. Shingleton, "In Xinjiang, China's consolidation isn't solid", *The Christian Science Monitor*, 27 août 1997.

36. Son fils Erkin Alptekin a publié dans *Hicretimizin 40° yıldönümü* (Le 40^e anniversaire de notre exode) des lettres tirées des archives familiales concernant les démarches d'I.Y. Alptekin pour faire obtenir le droit d'asile aux réfugiés du Turkestan Oriental, notamment aux Kazakhs.
37. Sa correspondance diplomatique et les textes de ses interventions dans des arènes internationales sont regroupés dans l'ouvrage *Unutulan Vatan* (la Patrie Oubliée), Istanbul, SEHA, 1992.
38. Le président du parti islamiste a commencé sa vie professionnelle dans l'entreprise automobile Gümüşmotor, liée à la confrérie Naqshbandiyya et qui avait construit le « premier moteur de voiture complètement turc » (Turhan Dilligil, *Erbakancılık ve Erbakan*, Ankara, Onur, 1994).
39. Fils d'un militant anticommuniste, il a été recueilli par l'écrivain Esendal et placé par Atatürk lui-même à l'Académie militaire. Il a atteint un des plus hauts grades de l'armée turque.
40. Voir à ce sujet : T. Kellner, "La Chine et les Républiques d'Asie centrale : de la défiance au partenariat", *CEMOTI*, XXII, juillet-décembre 1996, pp 277-313.
41. Marc Semo, "L'ONU des peuples oubliés", *Politique Internationale*, art. cité.
42. Entretien avec Erkin Alptekin.
43. Lilian Craig Harris, "Xinjiang, Central Asia and the implications for China's policy in the islamic world", *The Chinese Quarterly*, n°133, mars 1993, pp 111-129.
44. Dru C. Gladney, "Transnational Islam and Uighur National Identity", *Central Asian Survey*, XI, n°3, 1992, pp. 1-21.
45. Entretien réalisé à Munich en novembre 1996.
46. A. de la Grange, "Le dragon chinois gronde chez les Ouïghours", *Le Figaro*, 7 mars 1997.
47. Steven Fleming, "Le Xinjiang au bord de l'embrasement", *Libération*, 6 mars 1997. Interview avec un insurgé de Kouldja : « Nous nous sentons d'abord et avant tout ouïgours, puis seulement en second lieu musulmans ».
48. Musulmans de langue et de culture chinoises.
49. Michel Jan, "Structures politiques au Xinjiang", *Nouveaux Mondes*, n5, été 1994, pp 159-172.